

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 44.538/AG
44.539/AG
DU 20 MAI 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, assemblée générale de la section de législation, saisi par le Président de la Chambre des représentants, le 13 mai 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables prorogé à huit jours ouvrables ^(*), sur :

- 1/ les amendements n^{os} 87, 88 et 89 à la proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (*Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n/ 52-37/12) (44.538/AG);
- 2/ les amendements n^{os} 1 à 8 à la proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (2)" (*Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n/ 52-39/8) (44.539/AG),

a donné l'avis suivant :

(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de cinq jours ouvrables est prorogé à huit jours ouvrables dans le cas où l'avis est donné par l'assemblée générale en application de l'article 85.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 44.538/AV
44.539/AV
VAN 20 MEI 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, algemene vergadering van de afdeling wetgeving, op 13 mei 2008 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen verlengd tot acht werkdagen ^(*), van advies te dienen over :

- 1/ de amendementen nrs. 87, 88 en 89 bij het voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (*Parl. St.*, Kamer, 2007-2008, nr. 52-37/12) (44.538/AV);
- 2/ de amendementen nrs. 1 tot 8 bij het voorstel van wet "tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde (2)" (*Parl. St.*, Kamer, 2007-2008, nr. 52-39/8) (44.539/AV),

heeft het volgende advies gegeven :

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van vijf werkdagen verlengd wordt tot acht werkdagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de algemene vergadering met toepassing van artikel 85.

Conformément à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence en ce qui concerne les deux séries d'amendements inscrites sous les n^{os} 44.538/AG et 44.539/AG est motivée de façon identique

"par le fait qu'il s'agit d'amendements aux propositions de loi n^{os} 52 0037 et 52 0039, pour lesquels la Chambre a accordé l'urgence".

*

* *

I. Contexte de la demande d'avis

1. Comme le relève la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis, les deux séries d'amendements qui font l'objet de cette demande ont trait, d'une part, à une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (Doc. parl., Chambre, 2007, n/ 52-37/1) et, d'autre part, à une proposition de loi "modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde" (Doc. parl., Chambre, 2007, n/ 52-39/1). Ces deux propositions de loi ont elles-mêmes fait l'objet, au même titre que d'autres propositions de loi ainsi que de divers amendements relatifs à ces propositions, de l'avis 43.707/AG - 43.717/AG, donné le 22 octobre 2007 par l'assemblée générale du Conseil d'État ¹. Après leur adoption par la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique de la Chambre ², elles ont fait l'objet d'une première procédure en règlement d'un conflit d'intérêt introduite par le Parlement de la Communauté française ³. Cette procédure a donné lieu à une décision du Comité de

(1) Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-37/5 et Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-39/3. Il est, notamment, renvoyé dans cet avis aux différents avis déjà donnés en la matière par l'assemblée générale de la section de législation du Conseil d'État.

(2) Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-37/7 et Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-39/5.

(3) Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-37/8 et Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-39/6.

concertation prise le 23 avril 2008 en application de l'article 32 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, ci-après la "loi ordinaire du 9 août 1980".

2. À la suite de la transmission de la décision du Comité de concertation par le Premier Ministre au Président de la Chambre des représentants, les débats sur les deux propositions de loi ont débuté en séance plénière de la Chambre le 8 mai 2008 et les deux séries d'amendements qui font l'objet de la demande d'avis présentement examinée ont été déposées le 8⁴ et le 9 mai 2008⁵.

Le 9 mai 2008, l'Assemblée de la Commission communautaire française a toutefois adopté, conformément à l'article 32, § 1^{er} *bis*, de la loi ordinaire du 9 août 1980, une motion relative à un conflit d'intérêt, suivant laquelle "ses intérêts sont gravement lésés par le vote en commission de l'intérieur de la Chambre des Représentants des propositions de loi modifiant les lois électorales en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde et la poursuite de la procédure parlementaire en vue de leur adoption par la modification de l'ordre du jour de la séance plénière de la Chambre des Représentants du 8 mai 2008". L'Assemblée de la Commission communautaire française "demande dès lors la suspension au Parlement fédéral aux fins de concertation, de la procédure relative aux dites propositions de loi"⁶. Cette motion a été transmise immédiatement à la Chambre des représentants et aux membres du Comité de concertation visé à l'article 31 de la loi ordinaire du 9 août 1980⁷.

3. C'est dans ce contexte que la demande d'avis du Président de la Chambre des représentants sur les deux séries d'amendements a été officiellement transmise au Premier Président du Conseil d'État par une lettre du 13 mai 2008.

(4) Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-37/12.

(5) Doc. parl., Chambre, 2007-2008, n/ 52-39/8.

(6) Parl. Comm. comm. fr., C.R., 2007-2008, n/ 8, pp. 5 - 6.

(7) Ibid., p. 20.

II. Examen de la recevabilité de la demande d'avis

1. À la suite du conflit d'intérêt soulevé par l'Assemblée de la Commission communautaire française le 9 mai 2008 et dont a immédiatement été informée la Chambre des représentants, la procédure relative à l'examen par la Chambre des propositions de loi modifiant les lois électorales, en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde est, en ce compris l'examen des amendements relatifs à ces propositions, suspendue de plein droit pendant soixante jours, par application de l'article 32, § 1^{er}ter, alinéa 1^{er}, de la loi ordinaire du 9 août 1980. En application de l'article 32, § 1^{er}quater, alinéa 1^{er}, de la même loi, une concertation doit avoir lieu, durant cette même période de soixante jours, entre la délégation de la Chambre des représentants et la délégation de l'Assemblée de la Commission communautaire française en vue d'aboutir, le cas échéant, à un accord sur le conflit d'intérêt soulevé par celle-ci. Le rapport de cette concertation doit être communiqué à la Chambre avant l'expiration du délai de soixante jours précité ⁸. Dans l'hypothèse où un accord serait trouvé entre les deux délégations, les propositions de loi devront, le cas échéant, être amendées ⁹, auquel cas l'assemblée qui a soulevé le conflit d'intérêt disposera, en application de l'article 32, § 1^{er}ter, alinéa 2, de la loi ordinaire du 9 août 1980, d'un délai de quinze jours pour se prononcer sur le maintien du conflit d'intérêt. A défaut d'un accord entre les deux délégations dans le délai de soixante jours précité, la procédure en règlement d'un conflit d'intérêt est alors poursuivie conformément à l'article 32, §§ 1^{er}quater, alinéa 1^{er}, 5 et 6 ¹⁰, de la loi ordinaire du 9 août 1980.

(8) Voir, quant à la procédure suivie au sein de la Chambre des représentants, les articles 101 à 103 du Règlement de la Chambre (Section VIII - De la prévention et du règlement des conflits d'intérêt).

(9) Pour un précédent en la matière, dans lequel il est fait allusion à ce que la pratique suivie par la Chambre des représentants est de renvoyer le projet litigieux à la commission compétente en vue de l'adoption du ou des amendements requis afin de concrétiser l'accord obtenu en concertation, voir l'avis 38.113/2, donné le 9 février 2005 par la section de législation du Conseil d'État sur des amendements à un projet devenu la loi du 17 septembre 2005 instaurant une cotisation d'égalisation pour les pensions (Doc. parl., Chambre, 2004-2005, n° 51-1444/6, p. 4).

(10) Cette disposition permet une saisine de la section de législation du Conseil d'État, mais dans une hypothèse autre que celle présentement examinée (voir à ce sujet l'avis 38.113/2, précité).

2. La philosophie de l'article 32 de la loi ordinaire du 9 août 1980, tel qu'il a été modifié par la loi du 16 juin 1989, est de privilégier, durant cette première phase de la procédure en règlement d'un conflit d'intérêt, la concertation organisée entre les deux délégations des assemblées concernées et ce, en vue d'aboutir, le cas échéant, à une solution arrêtée de commun accord. Entre-temps, c'est toute la procédure normale d'examen des textes litigieux qui se trouve de plein droit suspendue, après le dépôt du rapport devant la Chambre, en ce compris tout acte officiel de procédure qui contribue à cet examen. Il convient, en d'autres termes, d'éviter que deux procédures d'examen soient menées parallèlement au sujet d'un même texte, au risque d'aboutir, le cas échéant, à des solutions contradictoires.

Il est vrai que l'article 32, § 1^{er}*ter*, alinéa 2, de la loi ordinaire du 9 août 1980 vise l'hypothèse d'un texte à l'encontre duquel le conflit d'intérêt a été soulevé et qui aurait ensuite été amendé postérieurement à la dénonciation du conflit. Cette disposition ne peut, au regard de la procédure d'ensemble organisée par ledit article 32 et de la suite du texte de cet alinéa 2, être cependant comprise que comme concernant l'hypothèse dans laquelle un conflit d'intérêt serait soulevé alors que le texte litigieux est toujours en discussion en commission ¹¹ et qu'il serait, toujours en commission et donc avant le dépôt du rapport, amendé, le cas échéant, pour tenir compte des griefs formulés dans le cadre de la dénonciation du conflit d'intérêt ¹².

3. Étant donné que la section de législation du Conseil d'État n'est, en vertu de l'article 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, officiellement saisie que par la lettre par laquelle le Président d'une assemblée parlementaire lui adresse une demande d'avis, une telle lettre de saisine doit être considérée comme faisant partie intégrante de

(11) Ce qui, en application de l'article 32, § 1^{er}*ter*, alinéa 1^{er}, de la loi ordinaire du 9 août 1980, n'implique pas la suspension de la procédure d'examen du texte litigieux par la commission.

(12) Voir, à cet égard: A. ALLEN, et K. MUYLLE, *Compendium van het Belgisch staatsrecht*, 2^{ème} éd., partie I.B., Kluwer, 2004, n/ 492; J. VANDE LANOTTE, e.a., *Overzicht publiekrecht*, partie 2, La Chartre, 2007, n/ 1639 ("Wanneer de tekst na het aanhangig maken van het conflict en vóór de indiening van het verslag wordt geamendeerd, ...").

la procédure d'examen du projet de texte concerné par le conflit d'intérêt ¹³ et est, en conséquence, également visée par la suspension automatique de cette procédure. Il s'ensuit qu'une telle lettre ne peut pas être valablement adressée au Premier Président du Conseil d'État aussi longtemps que la procédure normale d'examen du texte litigieux est suspendue. Il en va ainsi même lorsque le président de l'assemblée concernée est tenu de solliciter l'avis de la section de législation, à la suite d'un vote en ce sens, fût-il même, comme en l'espèce ¹⁴, intervenu avant la dénonciation du conflit d'intérêt ¹⁵.

Il ne pourrait en aller autrement que si la demande d'avis adressée à la section de législation du Conseil d'État portait sur des amendements ou des textes en projet qui tendraient précisément à concrétiser l'accord intervenu à la suite de la procédure de concertation entre les deux délégations des assemblées concernées, auquel cas la suspension de la procédure peut être considérée comme levée, et ce avant même l'expiration du délai de soixante jours précité ¹⁶.

Il va par ailleurs de soi que, lorsque la suspension de la procédure parlementaire aura pris fin, la section de législation du Conseil d'État pourra, le cas échéant, alors être valablement saisie pour connaître, notamment, d'une demande d'avis semblable à celle présentement examinée.

(13) Et ce, même si la demande d'avis porte sur des amendements, déposés en séance plénière, sur la proposition ou le projet faisant l'objet du conflit d'intérêt, l'examen de l'ensemble de ces textes étant indivisible.

(14) C.R.A., Chambre, 8 mai 2008, CRABV 52 PLEN 036, p. 75.

(15) Si l'avis avait été sollicité avant la dénonciation du conflit d'intérêt, la procédure devant la section de législation du Conseil d'État aurait de même dû être suspendue, dès que le conflit d'intérêt aurait été dénoncé, l'article 32, § 1^{er}ter, alinéa 1^{er}, ayant pour effet tant d'empêcher l'examen des documents déjà déposés que de faire temporairement obstacle à l'examen de nouveaux documents.

(16) Voir, en ce sens, A. ALEN, op. cit., note infrapaginale 935.
Voir, également, pour un précédent en ce sens, l'avis de la section de législation n/ 25.038/8, donné le 2 avril 1996, sur deux amendements à un avant-projet de loi devenu la loi du 29 avril 1996 portant des dispositions sociales (Doc. parl, Sénat, 1995-1996, n/ 1-297/9).

4. Compte tenu des observations qui précèdent, il y a lieu de considérer que la procédure d'examen des deux propositions de loi, auxquelles se rapportent les deux séries d'amendements visées dans la demande d'avis, est suspendue de plein droit depuis la dénonciation du conflit d'intérêt par l'Assemblée de la Commission communautaire française, et que l'avis de la section de législation du Conseil d'État ne peut donc plus être valablement sollicité pendant cette période de suspension.

Il s'ensuit que la demande d'avis adressée au Premier Président du Conseil d'État par le Président de la Chambre des représentants en date du 13 mai 2008, sans qu'elle concerne des amendements déposés en suite d'un éventuel accord intervenu dans le cadre de la procédure de concertation menée entre les délégations des deux assemblées, n'est pas recevable.

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het spoedeisende karakter wat betreft de twee reeksen amendementen ingeschreven onder de nrs. 44.538/AV en 44.539/AV identiek gemotiveerd:

"par le fait qu'il s'agit d'amendements aux propositions de loi n^{os} 52 0037 et 52 0039, pour lesquels la Chambre a accordé l'urgence".

*

* *

I. Context van de adviesaanvraag

1. Zoals opgemerkt in de motivering van de spoedeisendheid in de adviesaanvraag, handelen de twee reeksen amendementen waarop deze aanvraag betrekking heeft enerzijds over een wetsvoorstel "tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-37/1) en anderzijds over een wetsvoorstel "tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde" (Gedr. St., Kamer, 2007, nr. 52-39/1). Over deze twee wetsvoorstellen zelf is advies uitgebracht, evenals over andere wetsvoorstellen alsook over verschillende amendementen op deze wetsvoorstellen, welk advies 43.707/AV-43.717/AV op 22 oktober 2007 door de algemene vergadering van de Raad van State gegeven is ¹. Na de aanneming ervan door de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt ², hebben ze geleid tot een eerste procedure tot regeling van een belangenconflict, ingesteld

⁽¹⁾ Gedr. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-37/5, en Gedr. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-39/3. In dit advies is inzonderheid verwezen naar de verschillende adviezen die ter zake reeds uitgebracht zijn door de algemene vergadering van de afdeling wetgeving van de Raad van State.

⁽²⁾ Gedr. St. Kamer, 2007-2008, nr. 52-37/7, en Gedr. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-39/5.

door het parlement van de Franse Gemeenschap ³. Deze procedure heeft geleid tot een beslissing van het Overlegcomité van 23 april 2008, genomen met toepassing van artikel 32 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, hierna te noemen "gewone wet van 9 augustus 1980".

2. Nadat de Eerste Minister de beslissing van het Overlegcomité aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers had overgezonden, zijn op 8 mei 2008 in plenaire vergadering van de Kamer de debatten over de twee wetsvoorstellen begonnen en zijn op 8 ⁴ en 9 ⁵ mei 2008 de twee reeksen amendementen ingediend waarover de heden onderzochte adviesaanvraag gaat.

Op 9 mei 2008 heeft de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie evenwel, overeenkomstig artikel 32, § 1bis, van de gewone wet van 9 augustus 1980, een motie betreffende een belangenconflict aangenomen, luidende: "(nos) intérêts sont gravement lésés par le vote en commission de l'Intérieur de la Chambre des Représentants des propositions de loi modifiant les lois électorales en vue de scinder la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde et la poursuite de la procédure parlementaire en vue de leur adoption par la modification de l'ordre du jour de la séance plénière de la Chambre des Représentants du 8 mai 2008". De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie vordert dus "la suspension au Parlement fédéral, aux fins de concertation, de la procédure relative aux dites propositions de loi" ⁶. Deze motie is onmiddellijk overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en aan de leden van het Overlegcomité bedoeld in de gewone wet van 9 augustus 1980 ⁷.

(3) Gedr. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-37/8, en Gedr. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-039/6.

(4) Gedr. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-37/12.

(5) Gedr. St., Kamer, 2007-2008, nr. 52-39/8.

(6) Parlement van de Franse Gemeenschapscommissie, CR, 2007-2008, nr. 8, blz. 5 en 6.

(7) Ibid., blz. 20.

3. Het is in deze samenhang dat de adviesaanvraag van de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers over de beide reeksen amendementen officieel is overgezonden aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State bij een brief van 13 mei 2008.

II. Onderzoek van de ontvankelijkheid van de adviesaanvraag

1. Als gevolg van het belangenconflict dat op 9 mei 2008 door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie is opgeworpen, en waarvan de Kamer van volksvertegenwoordigers onmiddellijk op de hoogte is gebracht, is de procedure aangaande het onderzoek door de Kamer van de voorstellen van wet tot wijziging van de kieswetgeving met het oog op de splitsing van de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, met inbegrip van het onderzoek van de amendementen op die voorstellen, van rechtswege geschorst gedurende zestig dagen, overeenkomstig artikel 32, § 1^{ter}, eerste lid, van de gewone wet van 9 augustus 1980. Krachtens artikel 32, § 1^{quater}, eerste lid, van dezelfde wet moet gedurende diezelfde periode van zestig dagen overleg plaatsvinden tussen de delegatie van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de delegatie van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie om, in voorkomend geval, tot een akkoord te komen over het belangenconflict dat laatstgenoemde Vergadering heeft opgeworpen. Het verslag van dat overleg moet vóór het verstrijken van de voornoemde termijn van zestig dagen aan de Kamer worden overgezonden ⁸. Als de twee delegaties een akkoord bereiken, moeten de voorstellen van wet in voorkomend geval geamendeerd worden ⁹, in welk geval de vergadering die het belangenconflict heeft opgeworpen, ingevolge artikel 32, § 1^{ter}, tweede lid, van de gewone wet van 9 augustus 1980 over een termijn van vijftien dagen beschikt om zich uit te spreken over het handhaven van het

(8) Zie, wat betreft de procedure die gevolgd wordt binnen de Kamer van volksvertegenwoordigers, artikel 101 tot 103 van het Reglement van de Kamer (Afdeling VIII - Voorkoming en regeling van belangenconflicten)

(9) Zie, voor een precedent terzake, waarbij erop gealludeerd wordt dat de werkwijze die de Kamer van volksvertegenwoordigers volgt erin bestaat het omstreden ontwerp naar de bevoegde commissie te sturen met het oog op het aannemen van het vereiste of de vereiste amendementen om het akkoord dat na overleg is bereikt concreet vorm te geven, advies 38.113/2, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 9 februari 2005 heeft gegeven over amendementen op een ontwerp dat de wet van 17 september 2005 houdende invoering van een egalisatiebijdrage voor pensioenen is geworden (Gedr. St., Kamer, 2004-2005, nr. 51-1444/6, blz. 4).

belangenconflict. Indien de twee delegaties niet tot een akkoord komen binnen de voornoemde termijn van zestig dagen, wordt de procedure tot regeling van een belangenconflict voortgezet overeenkomstig artikel 32, §§ 1^{quater}, eerste lid, 5 en 6 ¹⁰, van de gewone wet van 9 augustus 1980.

2. De opzet van artikel 32 van de gewone wet van 9 augustus 1980, zoals dat is gewijzigd bij de wet van 16 juni 1989, bestaat erin gedurende die eerste fase van de procedure tot regeling van een belangenconflict, voorrang te geven aan het overleg gevoerd tussen de beide delegaties van de betrokken vergaderingen, teneinde in voorkomend geval in gemeen overleg tot een oplossing te komen. Ondertussen is de hele gewone procedure van onderzoek van de omstreden teksten van rechtswege geschorst na het indienen van het verslag bij de Kamer, met inbegrip van alle officiële procedurehandelingen die tot dat onderzoek bijdragen. Met andere woorden, er moet worden voorkomen dat gelijktijdig twee onderzoeksprocedures met betrekking tot eenzelfde tekst lopen, op het gevaar af in voorkomend geval tot tegenstrijdige oplossingen te komen.

Wel betreft artikel 32, § 1^{ter}, tweede lid, van de gewone wet van 9 augustus 1980 het geval van een tekst waarover een belangenconflict is opgeworpen, en die vervolgens geamendeerd is nadat het conflict aanhangig is gemaakt. Die bepaling mag evenwel, gelet op de totaalprocedure waarin het genoemde artikel 32 voorziet en op het vervolg van de tekst van dat tweede lid, alleen zo begrepen worden dat ze betrekking heeft op het geval dat een belangenconflict wordt opgeworpen terwijl de omstreden tekst nog altijd in de commissie besproken wordt ¹¹ en nog altijd in de commissie en dus vóór het indienen van het verslag, geamendeerd zou worden, om, in voorkomend geval, rekening te houden met de grieven gemaakt naar aanleiding van het opwerpen van het belangenconflict ¹².

(10) Op grond van deze bepaling kan de afdeling wetgeving van de Raad van State worden geadieerd, maar in een ander dan het voorliggende geval (zie wat dat betreft het voornoemde advies 38.113/2).

(11) Wat overeenkomstig artikel 32, § 1^{ter}, eerste lid, van de gewone wet van 9 augustus 1980, niet inhoudt dat de procedure van onderzoek van de omstreden tekst door de commissie wordt geschorst.

(12) Zie, wat dat betreft, A. ALEN en K. MUYLLE, Compendium van het Belgisch staatsrecht, 2^e uitg. Deel I.B., Kluwer, 2004, nr. 492; J. VANDE LANOTTE, e.a., Overzicht publiekrecht, deel 2, Die Keure, 2007, nr. 1639 ("Wanneer de tekst na het aanhangig maken van het conflict en vóór de indiening van het verslag wordt geamendeerd, ...").

3. Aangezien de afdeling wetgeving van de Raad van State krachtens artikel 2 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State officieel alleen geadieerd wordt door de brief waarmee de Voorzitter van een parlementaire vergadering bij haar een adviesaanvraag aanhangig maakt, moet zo een brief houdende adviesaanvraag geacht worden onverbrekkelijk deel uit te maken van de procedure voor het onderzoek van de ontwerptekst waarop het belangenconflict betrekking heeft ¹³, zodat de automatische schorsing van die procedure eveneens voor die brief geldt. Daaruit volgt dat zo een brief niet rechtsgeldig aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State kan worden gericht zolang de gewone procedure voor het onderzoek van de omstreden tekst geschorst is. Zulks geldt zelfs wanneer de voorzitter van de vergadering in kwestie verplicht is het advies van de afdeling wetgeving in te winnen ten gevolge van een stemming in die zin, zelfs indien die stemming, zoals *in casu* ¹⁴, plaatsgevonden heeft voordat het belangenconflict opgeworpen is ¹⁵.

De zaak zou alleen anders kunnen liggen wanneer de adviesaanvraag die aan de afdeling wetgeving van de Raad van State gericht is, betrekking had op amendementen of op ontwerpen van tekst die er net toe zouden strekken gestalte te geven aan het akkoord bereikt na afloop van de procedure van overleg tussen de beide delegaties van de vergaderingen in kwestie, in welk geval de schorsing van de procedure geacht kan worden opgeheven te zijn en zulks zelfs vóór het verstrijken van de voormelde termijn van zestig dagen ¹⁶.

(13) En zulks, ongeacht het feit dat de adviesaanvraag gaat over amendementen die in plenaire vergadering zijn ingediend op het voorstel of het ontwerp waarop het belangenconflict betrekking heeft, doordat al die teksten niet los van elkaar mogen worden onderzocht.

(14) B.V., Kamer, 8 mei 2008, CRABV 52 PLEN 036, blz. 76.

(15) Als het advies aangevraagd was voordat het belangenconflict opgeworpen was, had men de procedure bij de afdeling wetgeving van de Raad van State eveneens moeten schorsen zodra het belangenconflict opgeworpen was, aangezien artikel 32, § 1^{ter}, eerste lid, tot gevolg heeft dat het onderzoek van de reeds ingediende stukken niet mag worden voortgezet en dat het onderzoek van nieuwe stukken tijdelijk niet mag worden aangevat.

(16) Zie in deze zin, A. ALEN, op. cit., voetnoot 935. Zie eveneens, voor een precedent in die zin, advies nr. 25.038/8, dat de afdeling wetgeving op 2 april 1996 heeft uitgebracht over twee amendementen op een voorontwerp van wet dat geleid heeft tot de wet van 29 april 1996 houdende sociale bepalingen (Gedr. St., Senaat, 1995-1996, nr. 1-297/9).

Het spreekt overigens vanzelf dat wanneer de schorsing van de parlementaire procedure een einde zal hebben genomen, de afdeling wetgeving van de Raad van State dan, in voorkomend geval, rechtsgeldig geadieerd zal kunnen worden om kennis te nemen van inzonderheid een adviesaanvraag zoals die welke thans wordt onderzocht.

4. Gelet op de voorgaande opmerkingen, dient ervan uit te worden gegaan dat de procedure voor het onderzoek van beide wetsvoorstellen, waarop de twee in de adviesaanvraag vermelde reeksen amendementen betrekking hebben, van rechtswege geschorst is sinds de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie een belangenconflict heeft opgeworpen, en dat het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State dan ook niet langer rechtsgeldig kan worden aangevraagd tijdens die schorsingsperiode.

Daaruit volgt dat de adviesaanvraag die op 13 mei 2008 door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State is gericht en die geen betrekking heeft op amendementen ingediend naar aanleiding van een eventueel akkoord bereikt in het kader van de procedure van overleg die tussen de delegaties van beide vergaderingen zou zijn gevoerd, niet-ontvankelijk is.

L'assemblée générale de la section de législation
était composée de

De algemene vergadering van de afdeling wetge-
ving was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

premier président du Conseil d'État,
eerste voorzitter van de Raad van State,

M. VAN DAMME,
Y. KREINS,

présidents de chambre,
kamervoorzitters,

J. BAERT,
J. SMETS,
P. VANDERNOOT,
J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw
Messieurs
de Heren

B. SEUTIN,
W. VAN VAERENBERGH,

H. COUSY,
M. RIGAUX,
J. VELAERS,
H. BOSLY,
G. KEUTGEN,
G. de LEVAL,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

D. LANGBEEN,

greffier en chef,
hoofdgriffier,

Monsieur
de Heer

M. FAUCONIER,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Les rapports ont été rédigés par
MM. X. DELGRANGE, premier auditeur et B. STEEN,
auditeur.

De verslagen werden uitgebracht door de
HH. X. DELGRANGE, eerste auditeur et B. STEEN,
auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER EN CHEF -
DE HOOFDGRIFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT -
DE EERSTE VOORZITTER,

D. LANGBEEN

R. ANDERSEN